

LE 05 AVRIL DISPARAISAIT MOHAMED BEN AHMED DIT COMMANDANT MOUSSA

Il fait un bref passage dans l'armée française après son ordre de mobilisation en 1943. Il est affecté dans une unité administrative puis dans une compagnie en partance pour l'Italie. Il déserte sans être inquiété et recherché tant la confusion était grande dans la reconstitution de l'armée française d'abord vaincue puis divisée et morcelée. La confusion ne concerne pas seulement la restructuration des forces armées en Algérie mais agite aussi fortement les sphères dirigeantes françaises de Vichy, de Londres ou d'Alger.

Entre 1942 et 1944, quatre gouvernements généraux se succèdent à Alger: Giraud, Chatel, Peyrouton, Catroux. Un gouvernement provisoire de la France dirigé par De Gaulle s'installe à Alger jusqu'en août 1944. Dès 1944, De Gaulle cherche à rassurer mais aussi à contrôler les dirigeants politiques nationalistes. Sa démarche vise avant tout la reprise en main de l'Algérie dans le cadre strict de la souveraineté française contre toute forme de protectionnisme anglo-américain et contre toute prétention à l'indépendance. Par l'intermédiaire de Catroux,

porteur de projets de réforme, De Gaulle rouille la question algérienne dans une grille strictement juridique et assume ses intentions aux différents chefs nationalistes: Cheikh Ibrahim pour les Ulama, Messali pour le PPA et Ouzegane pour le PCA. Selon Ben

Ahmed, De Gaulle cherche à disqualifier Ferhat Abbas et Sayah Abdelkader pour avoir pris des contacts avec Murphy. Ils seront mis en résidence surveillée dans le sud oranais de septembre à décembre 1943. L'ordonnance du 7 mars 1944 abroge le code de l'indigénat et accorde la citoyenneté française à 60.000 Algériens. Pour Mohamed Ben Ahmed, les mesures prises par De Gaulle sont positives mais produisent en même temps une immense illusion. Pour lui, De Gaulle s'est trompé d'époque et s'est trompé sur le sens et le contenu du concept de citoyen. Ce qui est maintenant unanimement revendiqué par les Algériens, avec quelques nuances d'une formation politique à une autre, c'est la citoyenneté algérienne. Il s'agit bien d'une illusion dans le sens où ni l'autorité des alliés ni celle du CFLN (De Gaulle) n'ont entamé et encore moins neutralisé la puissance des représentants de la colonisation dont certains ont été compromis avec l'ennemi qu'ils ont publiquement, moralement et économiquement aidé.

Après un repli et un silence prudent entre novembre 1942 et août 1944, ils réapparaissent sur la scène publique avec les habits neufs du patriote français. Ils vont maintenant traquer l'ennemi intérieur, le nationaliste algérien. L'analyse qu'opère Ben Ahmed de ce moment charnière est aussi concise que pertinente parce qu'elle ne s'arrête pas au constat mais devient des interrogations face à deux types d'illusions, celui qui découle de la stratégie de De Gaulle fondée sur un réformisme par le haut, modulé et contrôlé dans un lot cadre et celui des AML obligé d'un côté à taire les conflits internes et à se positionner par rapport au projet gaulliste.

Le train de mesures contenu dans l'ordonnance du 7 mars 1944 va justement révéler la complexité des formes de manifestations des rapports de force qui, loin de se polariser autour des deux termes du binôme,

Une figure oranaise, une figure nationale (DEUXIEME PARTIE)

En 1946-47 Mohamed Ben Ahmed est déjà un commerçant prospère. La présence américaine à Oran a libéré les Algériens et les Juifs des lois d'exception et a fait de son port l'un des plus actifs de la Méditerranée.

colonisateur-colonisé, va constamment se déplacer et s'entrecroiser dans les champs politiques colonial et national. Le premier effet de cette ordonnance est celui d'ouvrir une perspective légale aux formations politiques algériennes qui, maintenant reconnues, rentrent en compétition avec la puissance coloniale centrale. C'est là que se niche l'illusion. En effet,

Selon Ben Ahmed, De Gaulle s'est trompé d'époque et s'est trompé sur le sens et le contenu du concept de citoyen.

coloniale et à ses appareils de coercition qu'elle contrôle en exclusivité pour détourner toute revendication nationaliste, la vider de son contenu ou tout simplement pour la nier en la réprimant physiquement. D'autre part, cette confrontation n'évacue pas celle qui existe entre les différentes organisations algériennes qui se structurent au lendemain du congrès des AML. Mais avec l'illusion, il y a aussi un aspect positif jusque-là inconnu et inimaginable. Plus d'un million d'Algériens investissent le terrain des luttes politiques en participant à la cascade d'élections organisées après 1945. Même partielle. Même truquée, dit M. Ben Ahmed, la pratique politique démocratique prend position dans le paysage social algérien. Le troisième type d'illusion est généré par l'ordonnance de 1944, que M. Ben Ahmed voit comme étant l'autre versant de la reconnaissance de la légalité des partis politiques algériens. La légalité permet d'inflechir, de contrôler et de quadriller, précisément au nom du droit et de son prolongement la répression, les pratiques de ces organisations. En bref, ce dispositif politico-juridique, véritable écran idéologique attractif, alimente l'espoir d'une ouverture démocratique qui, peu ou prou, va piéger chacune des directions des partis nationalistes.

Comment ces derniers vont se positionner, maintenant que le congrès des AML a souligné les clivages et disqualifié le discours de F. Abbas et celui des réformistes et projeté en avant scène Messali Hadj?

Ben qu'ayant abandonné le principe



Mohamed Ben Ahmed devient le Commandant Moussa

de l'assimilation, le programme de Abbas reste oblitéré et entravé par la position sociale et la formation intellectuelle du personnage. Les références culturelles et sa culture politique notamment, lui font refuser le populisme, l'exaltation du sentiment national, l'égalitarisme social et l'activisme militant radical. Mohamed Ben Ahmed prend bonne note du discours de modération, de modernité et de libéralisme de Ferhat Abbas. Il y adhère totalement. Mais il est enfant de Lamur, quartier pauvre représentatif d'une Algérie plébéienne, paupérisée, à la culture érodée et carencée. L'intelligentsia algérienne est numériquement faible et se positionne sur les différentes formations politiques. Elle n'arrive pas à cristalliser, à reproduire et à diffuser une culture suffisamment ample pour relever la conscience populaire au niveau des luttes politiques actuelles et à opposer un discours intellectuel à la culture coloniale. Les trois versions du réformisme algérien: celle politico-juridique et libérale de F. Abbas, celle, culturaliste et religieuse des Ulama et celle, sociale, des communistes apparaissent comme appuyées sur des couches urbaines relativement autonomisées mais totalement décentrées du pays profond.

Il opte sans nuance ni précaution pour le libéralisme à une époque où le socialisme spécifique était le credo des dirigeants algériens, Ben Bella (1962-1965) et Boumediène (1965-1978).

C'est ce décalage qui pose problème à M. Ben Ahmed qu'il voit comme une réduction de l'Algérie et du nationalisme en général aux états majors politiques urbains. Il recuse et refuse le discours populiste du PPA dont le doublement en MTLD augure pourtant une nouvelle vision du politique en acceptant la légalité et la compétition électorale. Tout en persévérant dans le travail clandestin avec notamment la création de l'OS que Belouizdat, puis Ait Ahmed et Ben Bellah dirigeront successivement. L'UDMA lui paraît plus cohérente de par sa composition humaine faite de professeurs, de médecins, d'avocats, de négociants, de fonctionnaires; plus libérale, moderniste et démocratique

dans son discours et dans son fonctionnement que le MTLD. Les Ulama qui occupaient le terrain au début des années quarante gardent à leur mouvement son caractère associatif de nature culturelle et religieuse. Les élections qui se succèdent avec leurs lots de truquage n'entraînent pas une dynamique d'union mais seulement des compromissions et des calculs qui dérogent le travail politique de ses intentions essentiellement vers le carriérisme individuel ou strictement partisan. F. Abbas est contraint à ces compromissions avec le Gouverneur Général Léonard, en négociant avec lui les sièges à assurer à l'UDMA. En 1952, Mohamed Ben Ahmed adhère au MTLD et se présente aux élections municipales de 1953 en seconde position derrière son ami Souiyah, membre du comité central. L'objectif était de battre le docteur Sid Kara, candidat de l'Administration coloniale.

C'est l'année de la déliquescence de tous les partis politiques algériens, affirme M. Ben Ahmed comme pour souligner la justesse de ses analyses précédentes. La preuve en est donnée par le résultat de ces élections municipales qui aboutissent à la victoire du PCA devant l'UDMA qui a mystérieusement présenté le socialiste Saadoun en tête de liste. Au second tour, le MTLD fait union avec le PCA au grand scandale de l'UDMA. Le PCA accepte que Souiyah -après le refus de M. Ben Ahmed d'être le candidat trait d'union- soit tête de liste alors que Fodil son candidat avait obtenu le meilleur score. L'administration intervient au second tour en faisant triompher la liste Sid Kara qui avait obtenu 600 voix au premier tour. La logique légaliste venait de démontrer son caractère d'imposteur et son incapacité à s'appliquer dans une société où l'inégalité est son principe d'existence. Le MTLD rentre dans un processus de crise aggravé par le démantèlement de l'OS et de l'arrestation ou de l'exil de ses dirigeants et principaux militants.

Mohamed Ben Ahmed est une figure singulière dans la mesure où cet homme ne déplore pas ses activités politiques en fonction d'un plan de carrière.

Mohamed Ben Ahmed est une figure singulière dans la mesure où cet homme ne déplore pas ses activités politiques en fonction d'un plan de carrière. A aucun moment entre 1940 et 1954 il n'occupe un poste de responsabilité politique de niveau national. Il n'est pas non plus ce que l'on peut appeler un militant de base ou un mécène politique. Il est solidement positionné dans la ville, il a quitté son quartier d'origine, Lamur, pour le centre de la ville aux alentours de la Cathédrale. Il parle d'égal à égal avec des personnalités qui ont un rayonnement national tel le docteur Ahmed Francis, Cheikh Ibrahim ou Boumendjel, Hocine Lahouel ou Benyoucef Benkhedda. Ces déplacements successifs dans les formations politiques tiennent d'un esprit libre et d'un refus du sectarisme. Ce sont les développements de la réalité politique qui dictent sa conduite sous l'exigence de la lucidité et de la critique. A aucun moment de son histoire il ne se constitue une base sociale ou une clientèle pour négocier une position dominante ou un mandat électoral. Il y a chez lui comme une volonté -jamais avouée comme telle- de réussir une carrière politique sans concession et donc sans l'apport des autres. Sa passion jamais assouvie de lire les biographies des «hommes qui ont engendré les grandes époques» -la formule est de lui- n'est pas entamée; même si aujourd'hui il ne lui apporte que le plaisir de l'esprit. Cet individualisme pugnant n'est pas celui des solitaires; il est un principe philosophique et un code d'existence. F. opte sans nuance ni précaution pour le libéralisme à une époque où le socialisme spécifique était le credo des dirigeants algériens, Ben Bella (1962-1965) et Boumediène (1965-1978).

Benamar Mediane

A. SUIVRE